Un dialogue franco-américain sur religion et société

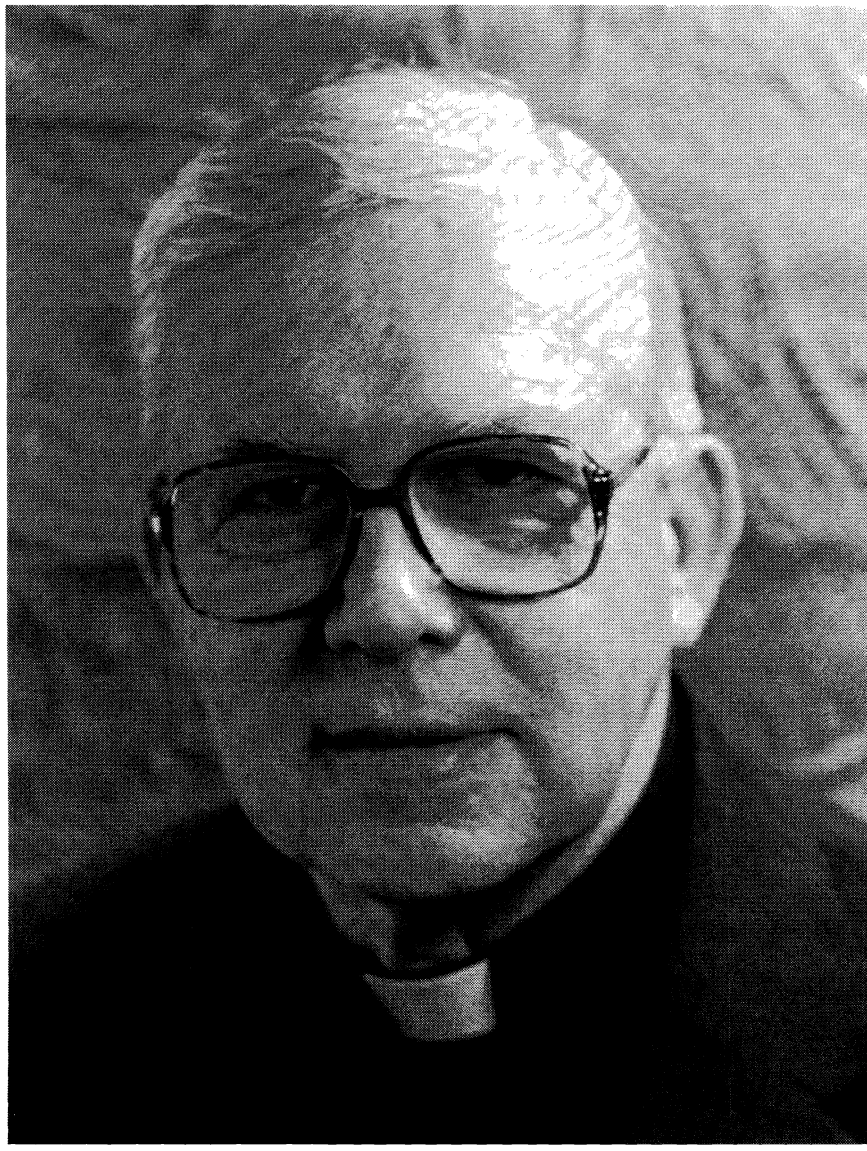
Nous ne savons pas si tous les Français et tous les Américains retrouveraient leur idéal politique dans les représentations que nous avons choisies, avec un peu d'humour, pour illustrer la couverture de ce numéro de *Pierre d'Angle* et de son thème sur religion et société dans leurs pays respectifs. Toutes deux très célèbres, elles nous ont paru dire quelque chose de la différence qui existe dans la mentalité de chacun des pays et même peut-être dans leur tradition politique.

Eugène Delacroix (1798-1863) a présenté *La liberté guidant le peuple* au Salon de 1831. Cette peinture illustre les journées de juillet 1830 qui mirent fin à l'essai de restauration de la monarchie légitime en France. La poitrine découverte et généreuse de l'allégorie féminine, qui rappelle les Victoires ailées de l'Antiquité, la présence du drapeau tricolore, l'élan qui emporte le peuple de Paris, et surtout le mouvement pictural de la scène, en font le symbole d'une liberté conquérante, révolutionnaire, ni hiérarchique, ni hiératique, et qui met au premier plan une rhétorique combative et essentiellement laïque.

Conçue, réalisée et financée en France, la statue de la *Liberté éclairant le monde* d'Auguste Bartholdi (1834-1905), qui accueille tous les voyageurs abordant à la rade de New York depuis 1886, nous semble incarner une autre conception. Grave, pudique, solennelle, elle tend vers le ciel la torche qui illumine la terre promise.

À travers ces deux figures toutes deux empreintes de religiosité, nous avons voulu reconnaître deux traditions de pensée, paradoxalement toutes deux issues de la philosophie des Lumières, qui abordent d'emblée sous des angles différents la nature de la religion et de la société et de leurs relations. Dieu et l'ordre politique ne pouvaient qu'évoluer différemment de part et d'autre de l'Atlantique.

Dans le sillage d'Alexis de Tocqueville, bien des penseurs ont essayé de rendre compte de ces différences. Le P. Fortin est l'un d'entre eux.



Le Père Ernest Fortin

La personnalité et l'œuvre du P. Ernest Fortin (1923-2002), assomptionniste américain, sont peu connues en France, malgré ses deux livres publiés directement dans notre langue. Sa thèse de lettres de la Sorbonne : *Christianisme et philosophie au Ve siècle* a paru en 1959 dans les *Études augustiniennes*. De retour aux États-Unis, il enseigna, en particulier à Boston College, jusqu'à sa retraite en 1990. Il a laissé un grand nombre d'articles portant sur les rapports entre religion, politique et société, qui ont été récemment rassemblés en quatre volumes. C'est à Paris que Fortin rencontra Alan Bloom, célèbre par son livre de critique de l'éducation, *L'âme désarmée* (1987). Bloom lui fit connaître le philosophe de Chicago, Leo Strauss, dont Fortin devint le disciple catholique le plus remarquable.

Un colloque organisé par le dominicain américain Romanus Cessario, avec le généreux soutien de la *Fortin Foundation*, a commémoré l'influence et l'œuvre de Fortin au Séminaire de Boston les 17 et 18 octobre 2007. Il a rassemblé des théologiens, philosophes, historiens et politologues américains et français. En effet, le thème choisi abordait les rapports entre les Églises et l'État des deux côtés de l'Atlantique, et tout spécialement en France et aux États-Unis. La perspective de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* était reprise à l'aide des analyses de Fortin.

Si aujourd'hui, la religion est une donnée avec laquelle il faut compter dans la vie publique nationale et internationale, il faut reconnaître qu'en Occident les discussions sur les relations entre religion et politique ont été longtemps dominées par deux visions contrastées : la première enracinée aux États-Unis et la seconde en France, mais maintenant intégrées dans des mouvements d'idées répandus à l'échelle mondiale. Il convenait de réfléchir sur les enjeux que pose la persistance de conceptions et de vocabulaires hérités de courants issus tous deux de l'âge des Lumières, ayant traversé deux révolutions de type différent et engendré deux traditions politiques singulières.

En effet, en Occident, les relations entre la religion et le politique se sont polarisées sur deux modèles. Le premier est proposé par le Premier amendement de la Constitution américaine (1791), qui interdit au Congrès de reconnaître officiellement aucune confession ou religion, mais en même temps lui dénie le droit d'empêcher le libre exercice d'aucun culte. Le second qui, en France, a fini par prendre le nom de laïcité, impose constitutionnellement la séparation des Églises et de l'État et la totale neutralité dans la sphère publique. Comme on

le sait, le modèle américain a engendré une nation dont les réflexes et le vocabulaire, même politiques, sont profondément religieux et où les diverses confessions occupent l'espace public avec l'assentiment de tous, ce qui avait frappé Tocqueville dès 1835. Le modèle français, avec beaucoup de nuances souvent ignorées, réserve le religieux au domaine purement privé. Il est sûr que les autres nations européennes, avec leur structure plus décentralisée que la nôtre, ont davantage intégré le religieux dans leur société politique, sans toutefois rejoindre le modèle américain.

Il est également vrai que les Églises, et tout particulièrement l'Église catholique, bon gré, mal gré, ont pris leur parti de cette indépendance selon l'un ou l'autre modèle, tout en se rendant compte qu'il est plus difficile de traiter avec des citoyens revêtus de la sacralité démocratique qu'avec un souverain sacré à Reims ... Mais sur certaines questions qui, malgré tout, intéressent les deux sphères – organisation et expression publiques des Églises, normes morales à intégrer dans la législation, etc. –, qui aura le dernier mot ? Trois lignes se dégagent chez les catholiques occidentaux. D'abord, on peut, mais rarement, rencontrer le vœu pieux d'un retour à l'État confessionnel. On peut aussi plaider pour la pleine mise en œuvre de *Gaudium et Spes*, qui confie aux laïcs la transformation du monde en vue de la venue du Royaume. On peut enfin confiner la foi et la vie ecclésiale dans le domaine purement privé, ce qui semble bien être la tendance réaffirmée en France dans les récents débats sur la laïcité.

Quelle a été la position du P. Fortin face à ces problèmes que se posent les sociétés occidentales au XXe siècle ? Probablement, ce lecteur de Platon, d'Augustin et de Dante penchait-il pour une vision du catholicisme qui ne soit pas liée aux États-nations. C'est en ce sens qu'il a parlé du christianisme comme religion "transpolitique". Cette idée évite la tentation théocratique, mais peut-elle résoudre la tension classique de la situation du chrétien qui est "dans le monde" mais non pas "du monde" ?